

Communiqué de presse

« Des avancées... mais encore beaucoup de chemin à faire »

Cannes, le vendredi 4 Novembre 2011. Non, M. le Président, les ONG ne reconnaissent pas que « le G20 a avancé de façon spectaculaire ». La coalition AMCP/Coordination SUD, qui regroupe la majorité des ONG en France, reconnaît que le G20 a traité un grand nombre de leurs préoccupations et a apporté quelques avancées sur les questions majeures de protection sociale, de régulation des acteurs financiers et de financements innovants. Pour autant, les réponses politiques de la présidence française du G20 sont nettement en dessous et en décalage avec l'ampleur des mesures qu'il faudrait prendre. Le G20 continue à mettre des sparadraps sur des crises systémiques.

« En matière de socles de protection sociale, le G20 a pris un engagement de principe qui d'une part n'est pas universel, et mériterait d'autre part d'être confirmé par des actes. Il ne s'applique en outre qu'aux pays du G20. Le G20 aurait pu s'engager à promouvoir ce socle pour tous les pays en développement, dans la lignée des Objectifs du millénaire pour le développement » analyse Nicolas Guihard, chargé de plaidoyer à Médecins du Monde.

« Sur le dossier majeur des paradis fiscaux, le G20 fait le lien entre évasion fiscale et développement mais l'oublie dans l'Agenda principal de la régulation financière » affirme le CCFD-Terre Solidaire. Depuis longtemps les ONG affirment que l'évasion fiscale est l'une des causes du mal développement et du manque de ressources domestiques conséquentes pour permettre aux Etats d'investir dans la lutte contre la pauvreté. Par ailleurs, affirmer que seuls 11 paradis fiscaux existent, ne reflète pas la réalité, loin s'en faut. Les paradis fiscaux les plus nocifs sont des territoires de pays membres du G20. Enfin, rien n'a été dit au sujet du reporting pays par pays, or là est la clé de la transparence au niveau des firmes multinationales.

« La reconnaissance par l'ensemble des pays du G20 de la nécessité de mettre en place des financements innovants pour le développement, dont la TTF » est une avancée importante déclare Oxfam France. Mais nous attendons la mise en place d'un traité liant une coalition de pays pionniers de façon à ce que de réelles mesures soient effectivement prises dès début 2012 au-delà de l'Europe.

Enfin, à propos de la régulation financière et de la volatilité des prix des marchés agricoles, un certain pouvoir est donné aux régulateurs mais sans aucune mesure contraignante. Pour Elise Rodriguez, chargée de plaidoyer à Action Contre la Faim, « Si l'enjeu est d'améliorer la sécurité alimentaire, cela signifie qu'il faut préciser vers qui doivent se tourner ces efforts en termes de moyens et favoriser l'investissement pour les petits producteurs. Un des outils de régulation reste de donner aux pays et aux régions la possibilité de mettre en place des stocks régulateurs nationaux et régionaux ».

Le G20 a donc encore beaucoup de chemin à parcourir pour mettre au centre de ses priorités les besoins des populations.

Contact presse

Chantal Duray-Soundron, duray@coordinationsud.org ; 01 44 72 03 78 – 06 59 04 37 77

Coordination SUD – Solidarité Urgence Développement est la coordination nationale des ONG françaises de solidarité internationale. Fondée en 1994, elle rassemble aujourd'hui plus de 130 ONG, dont une centaine via six collectifs (CLONG-Volontariat, CNAJEP, Coordination d'Agen, CRID, FORIM, Groupe Initiatives) qui mènent des actions humanitaires d'urgence, d'aide au développement, de protection de l'environnement, de défense des droits humains auprès des populations défavorisées mais aussi des actions d'éducation à la solidarité internationale et de plaidoyer.

L'AMCP – regroupe plusieurs dizaines d'associations de solidarité internationale, des associations de lutte contre la pauvreté et l'exclusion en France, des syndicats et des associations de collectivités territoriales. Le CRID, collectif de 54 associations de solidarité internationale, en est le coordonateur au niveau national, le Secours catholique-Caritas France son représentant au niveau du GCAP européen et international.